

Politique laitière

établissant des liens contractuels avec la Communauté économique européenne, il faut mettre l'industrie laitière dans la balance des négociations commerciales. On a dit, et le ministre aurait tenu des propos de cet ordre en novembre de l'année dernière, que la politique actuelle du gouvernement entraînera un resserrement de la production de cette industrie, en laissant notamment les importations accaparer une proportion du marché canadien qui ne soit pas inférieure à l'équivalent de 10 p. 100 des produits manufacturés; de plus, le consommateur devra faire face au prix réel des produits laitiers après le retrait progressif des subventions.

Nous disions que si nous voulions nous tailler une place sur le marché européen, nous allions accepter de laisser sa production industrielle s'écouler chez nous au détriment de l'industrie laitière et mettre les deux industries laitières en présence sans savoir quelles subventions le Marché commun européen accorde à ce secteur. Nous allions aussi abandonner les subventions nationales au profit de notre commerce international sur le marché européen.

On a signalé les difficultés que nous avons à laisser l'industrie produire à plein rendement et à en écouler les produits à leur pleine valeur sans que le producteur n'ait à subventionner dans une très large mesure les excédents qui pourraient s'accumuler et les ventes éventuelles aux autres pays.

Je suis d'accord avec le ministre lorsqu'il dit que ce n'est pas à lui de vendre le lait dans les écoles et de le vendre ou de le donner dans d'autres pays du monde. C'est la responsabilité de tous les Canadiens et nous devons tous l'assumer. Je crois qu'il est plus que temps que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) s'acquitte de ses tâches, mais je me permets de douter qu'il le fasse. Il devrait communiquer avec ses homologues des provinces pour leur dire que le gouvernement fédéral subventionnera la consommation du lait dans les écoles et dans le public en général.

On me dit qu'en Australie, on offre gratuitement du lait aux clients dans les hôtels. Le lait est distribué gratuitement dans les halls et les chambres d'hôtel ainsi que dans les écoles, ce lait est produit par les Australiens. On a adopté cette formule parce qu'il a été décidé que c'était un moyen fort économique de participer au programme de santé. En Australie, on distribue le lait gratuitement. Dans notre pays, cette responsabilité n'incombe pas aux producteurs laitiers ni au ministre de l'Agriculture (M. Whelan). La responsabilité incombe à nous tous, en tant que collectivité, et ce programme devrait être administré par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, de sorte que tous ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter du lait puissent en avoir tout de même. Le lait devrait être fourni aux enfants lorsque les parents ne le considèrent pas comme un élément essentiel à leur santé. Si cette formule était adoptée, tout le monde en bénéficierait, en ce sens que les frais médicaux baisseraient, de même que les frais d'hospitalisation et tous les autres coûts relatifs au maintien de la santé des citoyens.

Il faut décider quelles sont les exigences sur le plan national plutôt que sur le plan des ventes. Il faut examiner la situation des monopoles qui se sont créés dans la distribution du lait. Les cultivateurs paient cher la hausse du prix du lait nature imposée l'an dernier par les crèmeries du pays. Cela est arrivé en Ontario, sauf erreur, et a provoqué une baisse considérable de la consommation de lait. Les producteurs laitiers n'ont pas reçu plus d'argent et le consommateur n'y a rien gagné en plus.

● (1530)

On n'a certes pas aidé le consommateur quand les laitiers ont augmenté leurs prix. La production a été touchée. On a également demandé aux agriculteurs de payer plus cher pour la distribution d'un produit qu'on ne pouvait vendre. Il faudrait remarquer que quand on parle de donner de la poudre de lait à l'Europe ou aux pays en voie de développement, ce n'est pas le gouvernement qui en fait don. Ce sont les producteurs de lait qui sont invités à en faire don. Ce sont eux qui paient la note. Pourquoi nos agriculteurs devraient-ils eux-mêmes faire des cadeaux aux autres pays quand le gouvernement offre de fournir de l'aide alimentaire? Les agriculteurs sont tout à fait désenchantés de la politique de commercialisation du gouvernement. On leur a demandé d'accroître leur production de 10 p. 100.

M. Whelan: On ne leur a pas demandé de l'accroître de 10 p. 100

M. Peters: Le gouvernement a demandé d'accroître la production—j'ignore de combien exactement. On leur a demandé d'accroître leur production quand, en 1974, le Canada a dû acheter 37.1 millions de livres de matière grasse. A l'automne 1974, on calculait qu'il y aurait un déficit de 24 millions de livres de matière grasse en 1975. Mais en avril 1975, on devait réviser ces prévisions: on constata que l'on n'avait besoin que de six millions de livres. D'autres calculs, établis à partir de l'industrie laitière modèle de la CCL, révélèrent un excédent éventuel de neuf millions de livres.

Je ne peux comprendre pourquoi il devrait y avoir pénurie ou excédent de lait. La consommation du lait est relativement stable. Par exemple, on l'emploie sous forme de lait liquide, de beurre et de fromage. La consommation de ces denrées demeure stable. Il n'est donc pas difficile de répondre aux besoins. Le ministre dit à la Commission du lait de réduire la production non pas à cause d'une baisse de la demande, mais parce que c'est le prix que nous devons payer pour établir un lien avec la Communauté économique européenne. Le gouvernement a décidé qu'il réduirait la production laitière de 10 p. 100 afin que nos produits aient accès à ce vaste marché étranger. Cette politique n'a donc rien à voir avec le marché ou avec la consommation de lait. Cette décision dépend uniquement du gouvernement.

Les producteurs laitiers du Canada font montre depuis longtemps de sens des responsabilités. Ils acceptent de se conformer aux contingents établis et même de payer le transport de leurs denrées. Mon frère est producteur laitier. Il paie parfois le coût du transport du nord de l'Ontario à Toronto. Il le paie toujours entre le nord de l'Ontario, près de la limite québécoise, et Thunder Bay. Les agriculteurs sont prêts à payer le coût du transport du lait, à distribuer le lait et même à écouter l'Office de commercialisation de l'Ontario. A mon avis, le gouvernement devrait accorder une certaine attention aux besoins de nos producteurs laitiers et leur permettre d'établir des contingents équitables afin qu'ils puissent planifier leur production jusqu'à cinq ans d'avance.

En outre, le gouvernement devrait veiller à ce que les producteurs laitiers obtiennent un prix juste et raisonnable pour leur produit, qui devrait comprendre des bénéfices et des coûts de production raisonnables. Cela leur permettrait de constituer de meilleurs troupeaux et d'accroître la production par vache. Nous nous devons d'aider l'industrie laitière canadienne car, à mon avis, elle est la mieux administrée et la plus efficace au monde. La preuve nous en est apportée par le nombre d'agriculteurs de pays étrangers